

Trame possible pour les vœux 2026

Chères habitantes, chers habitants du Pas-de-Calais,
Chers partenaires, chers acteurs associatifs, économiques et institutionnels,
Mesdames, Messieurs,

Le début d'une nouvelle année est toujours un moment particulier. Un moment où l'on prend le temps de se retrouver, d'échanger quelques mots simples et de regarder à la fois derrière et devant nous.

Regarder derrière nous, parce que l'année 2025, comme celles qui l'ont précédée, n'aura pas été une année facile. Une année marquée par des incertitudes, des inquiétudes, parfois de la colère, mais aussi par de nombreux élans de solidarité et d'engagement.

Regarder devant nous, surtout, parce que 2026 doit être une année d'espoir, de clarté et de volonté collective.

Il est important de savoir d'où l'on vient, pour savoir où l'on va.

L'année écoulée nous l'a encore rappelé : le quotidien des habitants du Pas-de-Calais reste sous forte pression. La vie chère continue de peser lourdement sur les familles, les retraités, sur les jeunes. Le logement, l'accès aux soins, la mobilité, l'accompagnement du grand âge ou du handicap sont devenus pour beaucoup des difficultés s'ajoutant à d'autres.

Une année de tensions et de fractures. Fractures sociales, avec l'augmentation du coût de la vie et la précarisation de nombreuses familles. Fractures territoriales, lorsque l'accès aux services publics recule. Fractures démocratiques enfin, quand le doute s'installe sur la capacité de l'action publique à protéger et à rassembler.

Et pendant que beaucoup comptent chaque euro à la fin du mois, d'autres continuent d'accumuler des profits records, souvent sans contrepartie pour les territoires et l'emploi local. Une situation qui n'est ni juste, ni soutenable, ni acceptable.

Une année qui a été également rude pour les collectivités locales, confrontées à des contraintes financières de plus en plus lourdes. Et pourtant, notre territoire a tenu. Il a tenu grâce à l'engagement quotidien de milliers de femmes et d'hommes : élus locaux, agents publics, bénévoles associatifs, assistants familiaux, soignants, enseignants, travailleurs sociaux, forces de secours et la liste est longue.

C'est à eux que je veux rendre hommage avant tout.

En 2025, le Département a consacré plus de 88 millions € aux sapeurs-pompiers du Pas-de-Calais et, malgré les difficultés financières, nous venons d'attribuer 2 millions € supplémentaires pour l'acquisition de méga-pompes et de matériel spécifique. Nous assumons ainsi plus de 65% du budget du SDIS ce qui est beaucoup plus important que dans les autres Départements. C'est un effort considérable pour la sécurité de nos concitoyens. Si en moyenne le financement du SDIS est de 48 € par habitant, dans le Pas-de-Calais il est de 61 €.

A compter de 2026, nous avons fait le choix de lancer le recrutement de 90 sapeurs-pompiers professionnels supplémentaires dans le département dans les 3 ans pour répondre aux besoins opérationnels.

En matière de sécurité et de protection, il y a ceux qui en parlent et il y a ceux comme les conseillers départementaux de notre groupe qui agissent. Cet engagement de notre collectivité est bien évidemment une question de choix politiques assumés par notre Président Jean-Claude LEROY.

En 2025, nous consacrons 345 millions d'euros à la protection de l'Enfance ; c'est 20 millions d'euros de plus que l'année dernière où il y avait déjà eu 15,5 millions d'euros de plus que l'année d'avant. C'est un engagement conséquent de plus de 100 M€ sur 4 ans pour pouvoir gérer le quotidien de ces 7 000 enfants.

Mais ce qu'il nous manque ce sont des financements pérennes de la part de l'Etat pour ouvrir des solutions d'accueil nouvelles comme celles que nous avons commencé à développer. Il est indispensable de pouvoir traiter l'urgence quand tombe une décision de justice ; Indispensable aussi de pouvoir créer les conditions de l'évaluation avant d'orienter ces jeunes. Indispensable enfin d'avoir des solutions aux doubles vulnérabilités quand le handicap vient se mêler aux difficultés sociales.

La République prend un véritable risque en ne traitant pas cette problématique à la hauteur des besoins et il est de notre responsabilité à tous de ne pas toujours souffler sur les braises.

Ce travail sur l'enfance à protéger ne pourra pas non plus se faire sans un développement plus important de la prévention dans notre pays ; C'est la seule issue si nous ne voulons pas alimenter continuellement ce puits sans fond du curatif.

Dans ce contexte, nous voulons le dire clairement : le Département est plus que jamais un échelon politique essentiel. Essentiel pour la solidarité, essentiel pour l'égalité entre les territoires, essentiel pour la cohésion sociale. Et nous refusons qu'il soit affaibli, contourné ou réduit à une simple collectivité de gestion.

Dans le Pas-de-Calais, le Département agit chaque jour pour protéger l'enfance, accompagner les allocataires du RSA vers l'insertion, soutenir les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, maintenir des routes sûres, des collèges de qualité et des services sociaux de proximité. Cette action, nous la menons malgré des contraintes budgétaires de plus en plus lourdes, souvent décidées loin des réalités locales.

Face à l'asphyxie budgétaire, nous avons fait un choix clair : celui de ne pas renoncer à nos valeurs et à nos politiques.

La rigueur budgétaire est un sujet. Mais elle ne peut se faire sur le dos des plus fragiles, ni au détriment du lien social.

Nous assumons, aux travers de nos dispositifs, nos choix de toujours aider les plus fragiles. Car dire qu'il y aurait trop de solidarité, c'est méconnaître la réalité de ce que vivent des milliers de familles de nos territoires. C'est oublier que derrière chaque dispositif, il y a des visages, des dispositifs, des parcours de vie parfois cabossés.

Et nous assumons d'autant plus notre rôle, face aux désengagements de l'Etat, qui en demande toujours plus aux collectivités locales. Le social est un investissement humain, qui évite les ruptures, les exclusions, les drames silencieux.

La solidarité ne peut pas être un mot vide : elle exige des choix politiques clairs et des financements à la hauteur des besoins.

2025 aura été également une année qui nous rappelle à nouveau l'urgence climatique. Dans le Pas-de-Calais, cela signifie très concrètement des événements climatiques de plus en plus violents, des territoires fragilisés, des habitants durement touchés. Face à cela, nous ne pouvons ni nier, ni minimiser, ni repousser à plus tard. L'adaptation et la prévention doivent être au cœur de l'action publique.

Le Département agit en investissant dans la protection contre les inondations, en particulier avec les pompes grands capacités mis à disposition des Pompiers du Pas-de-Calais ; en entretenant et

adaptant les infrastructures dont il a la charge ; Il investit dans les mobilités durables, les rénovations énergétiques de ses bâtiments et la préservation des espaces naturels.

Mais nous le disons clairement, la transition écologique ne se fera ni contre la population et notamment les plus fragiles ni contre les classes populaires. Elle doit être juste socialement, lisible et bénéfique pour l'emploi local.

Face à la crise climatique, nous affirmons également une conviction : la transition écologique ne doit pas être punitive ni injuste. Elle doit être pensée à hauteur d'habitants, dans nos collèges, nos mobilités du quotidien, la protection de nos territoires face aux inondations. L'écologie sans justice sociale n'est pas une réponse.

Un territoire qui vit est un territoire qui sait entretenir ce qui fait société. La culture, le sport, la vie associative, l'éducation populaire ne sont pas des « à-côtés ». Ils sont au cœur du vivre-ensemble. Ils créent de la rencontre, de la fierté collective, de la fraternité. Dans le Pas-de-Calais, nous avons cette force incroyable : celle d'un tissu associatif dense, engagé, solidaire, porté par des milliers de bénévoles. Sans, sans elles, notre territoire ne serait pas ce qu'il est. C'est pour cela que le Département continuera de les soutenir, de les accompagner, de les reconnaître.

Une année qui a poursuivie l'ambition de la majorité d'aller vers, notamment au sujet de la jeunesse. Avec une grande consultation sur le sujet du logement, notre jeunesse a été écoutée, et a nourrit nos réflexions, pour répondre à leurs besoins.

Trop souvent, nos jeunes entendent qu'ils vivront moins bien que leurs parents. Comme si cela devait être une évidence, une fatalité. Comment voulez-vous que ces jeunes, à qui l'on vend un avenir sombre, puisse espérer une vie stable.

Nous refusons cette idée. Nous refusons de dire à une génération entière qu'elle devra se contenter de moins, sans rien faire pour changer les choses.

L'éducation, l'accès à la formation, au logement, à la culture, au sport, à l'autonomie reste nos priorités.

Notre ligne politique est constante : refuser les inégalités, refuser les abandons, refuser les discours de division. Dans un contexte où les idées de repli et de stigmatisation progressent, nous réaffirmons notre attachement indéfectible aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.

Le Pas-de-Calais est une terre populaire, une terre de solidarité et de dignité. Nous voulons un Département qui protège, qui accompagne et qui donne des perspectives, notamment à sa jeunesse. Un Département qui croit en ses territoires, ruraux comme urbains, et qui ne laisse personne au bord du chemin.

En 2026, notre engagement sera total. Aux côtés de Jean-Claude LEROY, avec les élus locaux, les agents départementaux, les associations et l'ensemble des forces vives, nous continuerons à porter une politique de solidarité, de proximité et de justice sociale. Une politique fidèle à l'histoire du Pas-de-Calais et tournée vers l'avenir.

Permettez-moi, pour conclure, de vous adresser des vœux à la fois chaleureux et engagés : que 2026 soit une année empreinte de santé, de sérénité et d'espoir, pour vous et vos proches.

Très belle et solidaire année 2026 à toutes et à tous.